

Union Européenne:

La classe ouvrière n'a pas les mêmes valeurs

Alors que flotte sur toutes les capitales européennes la bannière mariale étoilée, que « l'hymne à la joie » est entonné comme un cantique, que sous les ors des châteaux et des palais tous les valets du capitalisme européen essaient de nous faire passer un message subliminal: « Il faut continuer, l'U.E doit se doter d'une constitution garante d'une Europe sociale. » (Baroso, Merkel). Dans leur bouche quel doux euphémisme!!! Et ce, avant 2009 (Ultimatum). C'est donc sous couvert « d'une Europe sociale » qu'ils veulent faire aboutir leur funeste projet (par la voie parlementaire cette fois, c'est plus sûr). Toute la classe politique étant au diapason, ils peuvent donc aller vite et plus loin.

Colporté par toutes les officines médiatiques et politiques, ce message sonne comme une intention, une injonction divine que l'intégriste Benoît XVI trouve un peu trop païenne puisqu'elle ne fait pas référence aux valeurs de l'église, autant dire que le lobbying catholique va faire pression pour que ces notions d'un autre âge soient intégrées. Gageons qu'il va trouver de nombreux soutiens pour cette opération reléguant la laïcité au rang des archaïsmes et l'obscurantisme à celui d'universalité.

Décortiquer ce vrai faux truisme relève d'un travail politiquement incorrect puisque l'ensemble de la classe politique et syndicale à l'exception de quelques révisions à la marge est d'accord. Pourtant nous sommes bien en présence d'une arnaque intellectuelle et politique, d'un rideau de fumée sur la réalité des choses qui participent au maintien de cette union européenne impérialiste bien loin des besoins et aspirations de la classe ouvrière.

50 ans d'agressions.....

Les capitalismes nationaux trop à l'étroit dans leur cadre respectif se sont donc dotés de cette institution, seule capable selon eux, de mettre les classes ouvrières à genoux et de tenter de rivaliser avec l'impérialisme américain.

C'est ainsi que de Rome au TCE en passant par Maastricht l'U.E leur a permis une longue suite d'agressions et de régressions sociales avec l'aval des gouvernements nationaux et l'assentiment conscient ou tacite des organisations politiques et des directions syndicales cautionnant souvent de véritables contre-réformes.

Hormis la période des « trente glorieuses » où les capitalismes nationaux ont été obligés de répondre à quelques exigences de la classe ouvrière en raison d'un rapport de force favorable, cette dernière n'a jamais souscrit à cette union perçue plus comme celle du fric et des patrons, de la misère et des guerres que d'un outil au service du progrès et du changement.

La preuve de cette opposition de fond de la classe ouvrière a été administrée par le NON au TCE. Cependant, muselée par les directions syndicales réformistes, elle est embarquée dans leur sillage « de renoncement, d'accompagnement » ne permettant pas l'expression et l'explosion de son mécontentement, de sa résistance à cette U.E pouvant déboucher sur une remise en cause du capitalisme.

Mais aussi 50 ans de luttes.....

Il serait long d'énumérer tous les combats menés par la classe ouvrière pour refuser d'accepter la barbarie du capitalisme, dans la conscience que ce dernier n'est pas amendable et pour affirmer qu'il faut le combattre et le détruire contrairement à ce qui constitue la démarche fondamentale de ses directions syndicales et politiques.

Non, la combativité de la classe ouvrière n'est pas une vue de l'esprit quoiqu'en dise la CGT par exemple. C'est une réalité bien vivante qui ne demande qu'à s'exprimer pour peu qu'elle ne soit pas annihilée par les réformistes de tout poil.

Les luttes qui se sont déroulées au cours de ce mois de mars 2007 en fournissent une ample illustration . La liste qui suit n'est pas exhaustive mais les exemples indiqués ont un caractère symbolique démontrant que la classe ouvrière n'est pas résignée et qu'elle refuse cette Europe d'exploitation et d'aliénation.

Depuis le début du mois, ce sont des dizaines de conflits qui ont eu lieu parfois longs, durs, parfois victorieux mais souvent acculés à l'échec par les comportements anti-ouvriers des directions syndicales.

Pour autant toutes ces luttes témoignent si besoin était que les travailleurs :

- refusent d'être la variable d'ajustement permettant aux prédateurs capitalistes d'avoir des taux de rentabilité à deux chiffres.
- refusent la dégradation de ses conditions de vie et de travail.
- refusent que notre tissu économique et social soit bradé au gré des besoins du capital.
- refusent que le pouvoir économique et politique leur soit interdit et soit accaparé par une poignée d'exploiteurs.

Que ce soit dans le privé ou le public les directions syndicales ont envoyé au « casse-pipe » les travailleurs avec des journées d'action sans lendemain et sans espoir

La lutte des travailleurs du PAM, en grève depuis le 13 mars s'inscrit dans l'inquiétude des agents de voir l'outil portuaire privatisé. Il en va de même pour Alcatel en grève le 22 mars contre les suppressions d'emplois, pour l'imprimerie Siavic le 15 mars, pour PSA, pour les enseignants en grève le 20 mars pour « la troisième journée d'action » en trois mois, d'AEDS (voir les analyses et tracts du Cilca sur le site: courantintersyndical.free.fr ADP le 8 mars contre la filialisation des activités d'assistance en escale. ANPE contre le transfert annoncé à des filiales d'activités transformées en service payant, une grève franche et massive jamais vue depuis 17 ans. La Fonction Publique le 29 mars avec France Télécom (après le 08/12) pour le pouvoir d'emploi et l'emploi, la Poste contre l'ouverture à la concurrence non faussée, la SS contre le regroupement et la fermeture de centres, contre la suppression d'emploi, etc.

Dans la majorité des cas, après une énième journée d'action sans lendemain et sans succès, les travailleurs faute d'appels syndicaux forts et motivés à la grève générale sont rentrés dans leurs boîtes, dépités certes mais pas vaincus. La démonstration est faite, une nouvelle fois que les directions syndicales fidèles à leur tactique de journée d'action à répétition conduisent les travailleurs dans l'impasse. En refusant de fédérer les luttes, de travailler à les étendre jusqu'à la grève générale, d'appeler à la solidarité, de créer à l'échelle de l'Europe, compte tenu des délocalisations, de l'externalisation des sites industriels, ce dont les travailleurs ont besoin est un syndicat de classe, pas d'une CES pur produit du capitalisme européen conduisant les syndicats qui y souscrivent à sa gestion et sa pérennisation, pas d'une CSI , pur produit de la CSIL, réactionnaire et anticommuniste mais d'une structure syndicale nationale et internationale indépendante, anticapitaliste et antibureaucratique qui seule sera en mesure d'assumer sa tâche émancipatrice.....

Décidemment il est grand temps que la classe ouvrière se prenne en charge, qu'elle « ne laisse pas le monde des affaires s'occuper des affaires du monde » .Malgré les déboires ou les freins mis par les directions syndicales l'espoir est pourtant dans son camp